

Réunion de la
Commission d'interprétation N°2
(CPN art 51)
Relevé des avis du 30 juin 2010.
Approuvé le 24 septembre 2010

Participants

Pour la CFDT : Mme HAYE Françoise, M. PERSON Cyrille
Pour la CFE-CGC : Mme PETIT Suzie, M. YDIER Guillaume
Pour la CFTC : Mme MARSAL Marie-Paule
Pour la CGT-FO : Mme KERMORGANT Françoise, Mr SOCIAS Sébastien
Pour l'UNSA : M. LE GOFF Jean-Cyril

Pour la Direction de Pôle emploi : M. RASHID Moïse (DGA-RH), M. MATHIOT Alain (Chef de département RDS), M. BAILLIEUX Jean-Pierre (Directeur de Cabinet du DGA-RH), Mme DAMAN Laurence (DRS)

Points à l'ordre du jour

Approbation du relevé d'avis pris lors de la réunion du 18 janvier 2010

Approbation du Règlement intérieur de la commission d'interprétation

Points CCN soumis à interprétation :

- a. Préambule : Ancienneté et périodes d'activité Pôle emploi ou assimilées
- b. Article 14 : prime d'ancienneté pour les agents ayant 20 ans d'ancienneté
- c. Article 14 § 3 : Ancienneté et congé individuel de formation
- d. Calcul de l'ancienneté et périodes de congé sans traitement dans l'intérêt du service
- e. Article 25 : Application des dispositions relatives à la mobilité professionnelle temporaire

- f. Indemnité de 13^{ème} mois et allocation différentielle de congés payés en mai et juin 2010 pour les CDD (ex-ANPE) titularisés au 1^{er} novembre 2009.
- g. Article 26-4 : Application des mesures d'accompagnement de la mobilité géographique
- h. Article 27.3 § 1 : Clarification de la définition d'un bureau aveugle.
- i. Article 37 § 2 : Prise en compte des années de présence dans le calcul de l'indemnité de départ à la retraite pour les agents à temps partiel.
- j. Article. 37 § 6 : Précision sur l'âge à partir duquel la réduction du temps de travail est prise en compte
- k. Article 41 § 9 : Représentants des sections syndicales et report des heures de délégation
- l. Article 41 § 11 : mutualisation des crédits d'heures
- m. Article 41 § 15 : Fréquence des réunions de sections syndicales
- n. Article 52.3 § 2 : Eclaircissement sur la non prise compte des périodes de congé sans traitement dans l'intérêt du service dans l'ancienneté
- o. Article 52.3 § 2 : Eclaircissement sur la non prise en compte de l'accident du travail sans traitement.

1. Relevé des avis

Le relevé des avis de la commission d'interprétation du 18 janvier 2010 est pris à l'unanimité des présents à la réunion du 30 juin.

Le règlement intérieur est approuvé à l'unanimité, sous réserve des modifications actées en séance :

- **Composition** : Possibilité pour les représentants des organisations syndicales siégeant à la commission d'interprétation de se faire représenter, en cas d'absence temporaire et à titre exceptionnel, par un agent dûment mandaté par l'organisation syndicale concernée
- **Fonctionnement** : La diffusion des avis pris par la commission est réalisée par la mise en ligne sur Intranet, dans l'espace RH
- **Le relevé des avis pris est soumis pour approbation aux membres de la commission dans un délai de quinze jours.**
- **Les représentants des organisations syndicales disposent d'une ½ journée de préparation ou de bilan lors des réunions de commission.**

Les membres de la commission d'interprétation, réunie le 30 juin 2010, conviennent de retenir les interprétations suivantes dans l'application des dispositions des articles cités ci-après de la convention collective nationale de Pôle emploi.

- **Au Préambule – Ancienneté acquise dans tout autre organisme dont tout ou partie des missions intègrent Pôle emploi** : les périodes d'activité exercées correspondantes (AFPA par exemple) sont prises en compte sans

qu'il soit nécessaire de justifier d'une continuité d'emploi dans ces organismes ou au sein des institutions de l'assurance chômage ou de l'ANPE

:

- A l'**Article 14** : Les agents comptabilisant plus de 20 ans d'ancienneté à la date de leur option pour la convention collective perçoivent une prime d'ancienneté correspondant à 25 % de leur salaire de base. S'y ajoute 0.5 % par an, à chaque date anniversaire de leur entrée dans l'établissement, pour atteindre un plafond de 27,5 %. Ainsi un agent ayant opté au 1^{er} janvier 2010 a perçu dès janvier une prime d'ancienneté égale à 25,5 % de son salaire si la date anniversaire de son entrée dans l'établissement est le 1^{er} janvier.
- A l'**Article 14 § 3** : la période de congé individuel de formation n'est pas prise en compte dans le calcul de l'ancienneté
- A l'**Article 25** : Les dispositions relatives à la mobilité professionnelle temporaire s'appliquent à un agent missionné temporairement au sein de son établissement régional de rattachement
- A l'**article 26.4** : Cet article s'applique à l'ensemble des situations de mobilité sans déménagement et son champ d'application n'est donc pas limité à l'accompagnement de la mobilité géographique des agents dans le cadre de l'installation des sites mixtes et du reclassement des personnels concernés par le transfert du recouvrement
- A l'**article 27.3 § 1** : Il convient de considérer qu'un local aveugle est un espace qui ne reçoit pas du tout la lumière du jour. L'absence de vue sur l'extérieur ne peut être assimilée à une absence de lumière, et un local avec une fenêtre, quelle que soit sa hauteur, ne peut être qualifié d'aveugle
- A l'**article 37 § 2** : Le temps partiel entraîne la proratisation des années de présence entrant dans le calcul de l'indemnité de départ à la retraite. Cette proratisation s'effectue par application d'un coefficient réducteur prenant en compte les périodes et les quotités de temps partiel, lors du calcul de l'indemnité dont l'assiette est constituée par une rémunération ramenée à temps plein. Ce mode de calcul, imposé par le code du travail et la jurisprudence, permet de limiter l'impact du temps partiel sur un seul des deux éléments nécessaires au calcul de l'indemnité de départ à la retraite. Ainsi, pour 10 années d'activité dont une année à mi-temps, 9 années à temps plein représentent 9/10èmes (90 %) de la durée totale, et l'année à mi-temps en représente 1/10ème (10 %).
 $90\% \times 100\% = 90\%$
 $10\% \times 50\% = 5\%$
Le coefficient réducteur qui s'applique à l'assiette ramenée à temps plein est égal à 90 % + 5 % soit 95 %.

- A l'Article 52.3 § 2 : Cet article précise que l'ancienneté est prise en compte par le droit d'option après déduction des périodes de congé sans traitement de toute nature. En conséquence, cette déduction concerne bien également les périodes de congé sans traitement dans l'intérêt du service.

2. Points reportés à la prochaine réunion de la commission

A l'Article 13 et article 18 : Indemnité 13^{ème} mois et allocation vacances : Bénéfice de la totalité (sans proratisation) de l'indemnité de 13^{ème} mois et de l'allocation vacances pour les CDD (ex-ANPE) titularisés par anticipation au 1^{er} novembre 2009.

A l'Article 37 § 6 : préciser l'âge à partir duquel s'applique la réduction d'une heure par jour.

A l'Article 41 § 9 : Représentants des sections syndicales : possibilité de report du crédit d'heures sur l'année civile

A l'Article 41 § 11 : Mutualisation des crédits d'heures DP et CE : possibilité de mutualiser ces crédits d'heures

A l'Article 41 § 15 : Réunions syndicales et autorisations d'absence – réunions des sections syndicales : Possibilité d'organiser des réunions de sections syndicales d'une durée de 2 heures tous les 2 mois.

A l'Article 52.3 § 2 : Problématique de la prise en compte des périodes d'accident du travail sans traitement dans l'ancienneté.